

frivoles, sans le moindre fondement, injustifiées de prime abord. Je ne vais pas jusqu'à dire que cela s'applique aux plaintes exprimées par mon honorable ami dans cette affaire

M. TETREAULT (Shefford): J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'honorable député de Témiscouata (M. Pouliot); c'est un membre éminent de la Chambre, car il prend la parole toutes les cinq minutes. J'ai remarqué qu'il cherche à ouvrir une brèche dans l'administration du département à coups de marteau et de ciseau. J'ai quelques remarques à faire au sujet du régime précédent. Je n'emploierai pas les mêmes outils que mon honorable ami; j'utiliserai un billet d'un dollar ou de mille dollars. Puisque le comité délibère sur les crédits des Travaux publics, permettez-moi de faire quelques remarques susceptibles d'intéresser nos honorables vis-à-vis qui ont critiqué si violemment le ministère des Travaux publics au sujet de certains déboursés et d'ingérence politique. Mon honorable ami de Témiscouata tiendra compte de ceci et se rappellera, j'en suis sûr, l'exposé que je vais faire des travaux publics exécutés dans mon comté sous le régime précédent. Écoutez l'intéressant récit de la construction d'un bureau de poste...

D'abord, permettez-moi de dire au comité que mes amis, les libéraux, ont mené trois campagnes électorales en promettant de construire un bureau de poste à Waterloo, Québec. C'est en 1921 qu'ils ont promis pour la première fois de construire l'édifice sans retard. Ils gagnèrent les élections mais ne firent rien. En 1925, jugeant sans doute qu'il fallait faire quelque chose, feu M. Georges Boivin, alors député de Shefford, proposa au gouvernement d'acheter un terrain de M. H. Forand, de Waterloo, pour servir à l'érection d'un bureau de poste. Finalement, on acheta ce terrain que l'on paya par un chèque de \$3,650 fait à l'ordre de M. Forand et de deux autres personnes. Cependant, dans les registres de la ville de Waterloo, ce lopin de terre est encore inscrit au nom de M. H. Forand. Mais on avait divisé les \$3,650 entre trois chauds partisans de l'ancien gouvernement, dont je ne mentionnerai pas les noms. En 1927, malgré l'achat antérieur de ce terrain, d'autres amis politiques du gouvernement entreprirent de lui vendre un autre emplacement contigu au premier, en vue de la construction d'un bureau de poste. A la suite du rapport favorable d'un fonctionnaire du ministère, à Montréal, et de l'avis de l'ex-député de Shefford, M. Boivin, on vendit donc à l'Etat un autre terrain au prix de \$7,500.

[L'hon. H. A. Stewart.]

M. POULIOT: La ville de Waterloo est-elle dans le comté de Témiscouata?

M. TETREAULT: Non, je veux simplement relever les accusations de l'honorable député contre l'administration de ce ministère et je signale au comité ce que l'on a fait sous l'ancien gouvernement.

Cette dernière somme ajoutée au prix déjà payé pour le premier emplacement forme un total de \$11,150 pour l'achat du terrain seulement, et tout cela est allé aux amis politiques du gouvernement, à Waterloo. A cette époque, le gouvernement eût pu acheter la plus belle propriété de la rue principale de Waterloo à meilleur marché. La Chambre sera peut-être intéressée d'apprendre quelle était la valeur exacte de la propriété vendue à l'Etat pour cette somme de \$11,150. J'ai demandé au notaire A. Boulay, secrétaire-trésorier de la ville de Waterloo, de me dire quelle était la valeur de ce terrain, d'après le rôle de cotisation. Voici ce qu'il m'a répondu, en date du 17 février 1933:

En réponse à votre lettre du 15, je dois vous dire que, lorsque le gouvernement a acheté le terrain du bureau de poste, ce terrain était évalué à la somme de \$800 au rôle municipal.

N'étant pas satisfait de cette réponse, vu que je sais avec quelle honnêteté et quelle absence de parti pris politique tout se faisait sous l'ancien gouvernement, je décidai d'écrire de nouveau. Je pensais que ce secrétaire avait dû se tromper, car j'ai entendu l'honorable député de Témiscouata blâmer si souvent tout ce que fait le gouvernement actuel...

M. POULIOT: Non, pas tout.

M. TETREAULT: Pensant qu'il avait pu faire erreur, j'ai écrit une deuxième lettre à M. Boulay, pour avoir des renseignements plus précis. Voici ce qu'il m'a répondu:

Je regrette de ne pas vous avoir donné la réponse que vous attendiez, je n'ai pas saisi votre question.

D'un autre côté, je ne puis vous donner une réponse exacte parce que le terrain acheté de Forand n'a pas été évalué, après la vente au gouvernement, pour la partie vendue.

Avant de séparer ce morceau, la propriété Forand était évaluée à \$1,000 et la propriété achetée de Whitehead à \$800. Il faudrait déduire de la somme de mille piastres ce qui reste à Forand et c'est la plus grande partie.

En un mot, on a vendu \$11,150 au gouvernement un terrain que les estimateurs municipaux avaient évalué à \$800 environ. Ceci se passe de commentaires.

En 1929, à la veille des élections de 1930, le parti décida que le moment était venu de construire le bureau de poste promis aux deux élections précédentes. Depuis trois ans,